

Pétrole, charbon, uranium, chrome, manganèse, cuivre... Les richesses souterraines kazakhes, objet de convoitises

Le sous-sol de ce pays d'Asie centrale suscite des intérêts de toutes parts. Particulièrement en cette période troublée, où chacun tente de s'affranchir des approvisionnements contrôlés par Moscou.

Par [Marie Charrel](#)

17 oct. 2022

Au Kazakhstan, tous les minerais et éléments du tableau de Mendeleïev sont présents ! » Cette phrase serait, dit-on, tirée de vieux manuels soviétiques, mais qu'importe : il n'est pas rare de l'entendre dans la bouche des Kazakhs lorsqu'ils vantent les richesses de leur sous-sol. Car celui-ci ne regorge pas seulement de pétrole, de charbon et, dans une moindre mesure, de gaz. En effet, il est également empli de près du tiers des réserves mondiales de chrome, de 25 % de celles de manganèse, de 10 % environ de celles de fer, de cuivre, de plomb et de zinc, ainsi que de nombreuses terres rares, selon les données officielles.

Des chiffres à considérer néanmoins avec précaution. « *C'est une économie opaque, où les acteurs locaux et les grands clans proches du pouvoir se partagent les ressources, avec parfois la présence d'entreprises internationales* », explique Agathe Demarais, de l'Economist Intelligence Unit (EIU), le centre de recherche indépendant du magazine *The Economist*. « *Il est difficile de faire des affaires dans les mines kazakhes, tant parce que les réglementations issues des normes post-soviétiques sont complexes que parce que la corruption n'est pas rare* », confie un cadre européen travaillant dans le secteur.

L'extraction d'uranium est un peu plus transparente, et fait l'objet de toutes les attentions depuis le début de la guerre en Ukraine, le 24 février. Et pour cause : avec 40 % de la production mondiale, le pays est le premier producteur de cette ressource essentielle au fonctionnement des centrales nucléaires. Selon les [données](#) de l'Agence d'approvisionnement d'Euratom (ESA), le pays était, en 2021, le deuxième fournisseur de l'Union européenne (23 %), après le Niger (24,3 %) et devant la Russie (19,7 %), l'Australie (15,5 %) et le Canada (14,3 %).

Approvisionnement sécurisé

Localement, l'extraction est dominée par Kazatomprom, l'entreprise d'Etat qui exploite une quinzaine de mines, souvent en joint-venture avec des entreprises étrangères – notamment japonaise, chinoise, russe, canadienne et française, avec Orano (ex-Areva). « *Nous sommes présents depuis 1996, avec 1 200 salariés et une capacité d'extraction de 4 000 tonnes par an* », détaille Nicolas Maes, directeur des activités minières du groupe français.

Plus de 50 % de la production d'uranium du pays est exportée vers la Chine, y compris une large partie de celle d'Orano. La France, elle aussi, se fournit – dans des proportions limitées – au Kazakhstan, mais il est difficile d'obtenir des chiffres plus précis sur le sujet. EDF n'a pas répondu

à notre demande, et le ministère de la transition écologique se contente d'assurer que l'approvisionnement pour les années à venir est sécurisé : « *La France s'appuie sur des sources diversifiées géographiquement : Asie, Afrique, Océanie, Amériques, principalement hors de la sphère d'influence russe.* »

Une grande partie de l'uranium acheté par le Vieux Continent au Kazakhstan, en particulier l'Europe de l'Est, transite aujourd'hui par la Russie, où il est traité avant d'être réexpédié

Il reste que, à l'heure où de nombreux pays cherchent à se défaire de leur dépendance aux ressources énergétiques exportées par Moscou, l'uranium kazakh attise les convoitises. Peut-il incarner une alternative à celui fourni par la Russie ? « *Ce n'est pas si simple, car avant de pouvoir être utilisé dans les centrales, l'uranium doit d'abord être enrichi et converti* », rappelle Nicolas Maes. Or seuls quatre pays dans le monde disposent des capacités de conversion – la France, le Canada, la Chine (pour ses propres besoins) et la Russie –, tandis qu'en matière d'enrichissement, seuls la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, la Chine (pour ses propres besoins également) et surtout la Russie, de loin le plus gros enrichisseur, sont équipés.

Ce qui signifie qu'une grande partie de l'uranium acheté par le Vieux Continent au Kazakhstan, en particulier l'Europe de l'Est, transite aujourd'hui par la Russie, où il est traité avant d'être réexpédié. En 2020, les Européens et les Américains ont ainsi acheté le quart de leurs services d'enrichissement à la Russie. « *Voilà pourquoi ces derniers ne sont pas sous sanctions*, glisse le cadre du secteur. *S'en passer serait très difficile, mais pas impossible* », veut-il croire. Au passage, ces transits compliquent l'analyse des données sur le sujet, car après son extraction, l'uranium prend, dans les statistiques, la nationalité du pays où il a été enrichi...

Méfiance envers la Chine

Enfin, même lorsqu'il n'est pas enrichi en Russie, l'uranium vendu par le Kazakhstan hors d'Asie rejoint les voies maritimes par Saint-Pétersbourg. Comme pour le pétrole, Astana cherche donc aujourd'hui à développer des routes alternatives, notamment celle passant par la mer Caspienne, déjà utilisée ponctuellement, mais beaucoup plus chère.

Ce n'est pas le seul défi auquel le pays est confronté. La Chine, qui rafle déjà la moitié de son uranium et déploie des partenariats sur son territoire dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », lorgne également ses terres rares, particulièrement stratégiques à l'heure de la transition écologique. « *Astana s'est toujours montré méfiant envers Pékin et le nationalisme kazakh, qui monte en puissance, refuse de brader les ressources au grand voisin chinois* », analyse Matt Gertken, spécialiste de la géopolitique chez BCA Research.

Seulement voilà : affaiblie par le front ukrainien, la Russie a aujourd'hui davantage de difficultés à maintenir son influence en Asie centrale. « *Déjà très présente dans la région, la Chine va en profiter pour prendre sa part du gâteau, et il sera difficile pour le Kazakhstan de lui tenir tête* », conclut Sébastien Peyrouse, spécialiste de l'Asie centrale à l'université George-Washington.